

À LA FIN DE LA CAMPAGNE POUR LES PRÉSIDENTIELLES

Bouteflika, Benflis : la guerre des mots

C'est l'escalade verbale. Au dernier jour de la campagne électorale, les accusations fusent de partout. Dernières en date, celles proférées samedi par le staff du Président-candidat puis par ce dernier en personne à l'encontre du candidat Ali Benflis. Le staff de ce dernier réagit se défendant et accusant les proches du Président-candidat d'anticiper la fraude en opérant un «chantage sécuritaire».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La direction de campagne du candidat Ali Benflis répond à celle de Bouteflika. Dans un communiqué rendu public hier, le staff de Benflis estime que «le communiqué publié par la direction de campagne de Bouteflika comporte des informations erro-

nées, des accusations infondées et représente l'acte public fondateur d'une fraude annoncée. Il comporte enfin des menaces à peine voilées qui justifient une réaction appropriée du candidat indépendant, Ali Benflis».

Répondant aux attaques des proches de Bouteflika, le staff de

Benflis rejette en bloc toutes les accusations estimant que les militants et sympathisants de Ali Benflis «n'ont, en aucun cas, fait preuve de violence ou de dérapages verbaux.

Pour preuve, ni les services de sécurité ni la justice n'ont enregistré de plainte contre eux. Les accusations portées contre les soutiens et sympathisants» de Benflis dans plusieurs villes, dont Khenchela, Ghardaïa et Alger, visent, selon le même document, «à cacher l'incapacité des représentants du Président-candidat à mobiliser la population» et d'ajouter que ces accu-

sations sont «destinées à mettre un voile sur la réalité nationale marquée par le rejet social et politique de la corruption».

Les proches de Benflis traitent les rédacteurs du communiqué les accusant de violence d'«affabulateurs». Ils les accusent d'avoir sciemment tenté de déformer ses propos lorsqu'il avait évoqué la fraude et appelé les agents de l'Etat à la neutralité, regrettant que le communiqué tout en faisant croire qu'il prenait la défense des agents de l'Etat, suggérait en réalité à ces mêmes agents de frauder et de se positionner contre le candidat Benflis.

Dans ce même communiqué, le staff de Benflis considère que «l'Etat algérien montre de sérieux indices de privatisation de ses rouages par des forces portées par l'esprit de revanche et d'aventurisme».

S'adressant aux partisans de Benflis, son comité de campagne s'est voulu rassurant, affirmant que le candidat poursuivra «son combat» même s'il était «conscient que la fraude a commencé par le chantage sécuritaire pour se prolonger avec des risques sur la cohésion et l'unité nationales».

N. I.

CLÔTURE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Diffuse au début, bipolaire au finish

Finish singulier pour une campagne électorale atypique. Les joutes se sont terminées sur un échange «d'amabilités» entre les staffs des deux candidats, Abdelaziz Bouteflika et Ali Benflis, renforçant, du coup, la bipolarité qui marqua la campagne électorale dès son entame. Rétrospective d'un chassé-croisé électoral inédit.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le premier fait ayant caractérisé cette campagne électorale qui vient de s'achever reste indubitablement l'absence physique de l'un des six candidats inscrits et retenus pour la compétition, celle du candidat Bouteflika, en l'occurrence.

Le Président sortant, qui brigue un quatrième mandat d'affilée, ne s'est pas impliqué, en effet, physiquement dans sa propre campagne électorale, donnant procuration, pour ce faire, à des partisans recrutés dans le gouvernement et au sein des partis politiques et associations gravitant dans le giron du pouvoir. En cela d'ailleurs, la campagne électorale ne pouvait qu'être inédite, voire atypique, tant est qu'il n'est point d'exemple similaire de par le globe depuis que l'homme s'est mis à faire de la politique.

L'équipe du candidat Bouteflika devait donc partir en campagne électorale avec ce handicap majeur : plaider la cause de quelqu'un qui non seulement est absent

mais aussi et surtout dont l'incapacité à assumer une charge présidentielle est criante. Elle en a eu à en souffrir, au demeurant, tout au long des 21 jours que durèrent les pérégrinations et joutes électorales. Le spectre de l'absent a considérablement et négativement pesé sur la campagne des partisans de Bouteflika qui, d'un autre côté, faute de bilan positif des trois mandats passés à faire valoir, ont terriblement manqué de trame sur laquelle faire évoluer leurs discours.

Conséquemment, c'est souvent devant des auditoires clairsemés, voire des salles quasi-vides qu'ils se sont retrouvés à prêcher. Confrontés à la dureté de la tâche qu'ils se devaient d'accomplir, ils feront contre mauvaise fortune bon cœur, jusqu'au moment où leur vint l'idée de faire des partisans de Benflis, des militants du mouvement Barakat et des animateurs du front du boycott de l'élection présidentielle leurs souffre-douleur. Le staff de campagne de Bouteflika produira trois commu-

niqués dans lesquels la virulence du ton est allée crescendo à mesure qu'approchait la fin de la campagne. Et la plus terrible des menaces, que Bouteflika a pris la peine de nuancer, est arrivée samedi soir, le Premier ministre espagnol pris à témoin.

La peur de l'échec

Il s'en ressent de la sortie de Bouteflika, à la veille de la clôture de la campagne électorale, comme un fort relent de panique. La faible mobilisation des populations aux meetings animés par ses procurés est un accroc difficilement surmontable si le recours à la fraude est à l'idée. Une fraude sur laquelle, d'ailleurs, le front du boycott, tout comme le mouvement Barakat ne se sont pas fait d'illusion.

Aussi dès après la validation du dossier de candidature par le Conseil constitutionnel, les partis politiques, convaincus qu'il s'agit d'une mascarade électorale de plus, et le mouvement Barakat se sont retrouvés à activer à disqualifier le scrutin présidentiel. Ces derniers comptent d'ailleurs réinvestir la rue dès après la clôture de la campagne électorale officielle, à travers l'observation de marches et de rassemblements populaires. Pour une fois, d'ailleurs,

l'appel au boycott n'est pas l'apanage d'un parti politique mais d'un conglomerat de formations d'obédiences distinctes, voire antinomiques. Rangés soit derrière Bouteflika, soit derrière Benflis, les partis islamistes n'ont pas, pour la première fois depuis 1995, aligné de candidature.

Une élection à huis clos

Contrairement aux scrutins présidentiels passés, l'élection du 17 avril prochain se déroulera sans l'observation de l'Union européenne et du NDI américain.

En effet, les deux institutions ont poliment décliné l'invitation que le gouvernement algérien leur a faite, considérant qu'elles n'ont pas été sollicitées suffisamment à l'avance pour qu'elles puissent préparer dans les meilleures conditions une supervision correcte, dans le respect des standards internationaux en la matière. L'observation internationale du scrutin présidentiel sera, cette fois, celle uniquement des organisations régionales au crédit, en la matière, fortement entamé.

En effet, seules l'Union africaine, la Ligue arabe et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) ont retenu d'envoyer des missions d'observation.

S. A. I.

ALI BENFLIS INSISTE SUR LA NEUTRALITÉ DE L'INSTITUTION MILITAIRE :

«Nul n'a le droit de parler au nom de l'armée»

La neutralité de l'armée est une réalité et nul n'a le droit de parler au nom de l'institution militaire. C'est le message transmis, hier après-midi, par Ali Benflis lors de son dernier meeting à Rouiba. Durant la matinée, à partir de Guelma, ville natale du Président Houari Boumediène, le candidat indépendant avait rendu hommage à l'armée et aux services de sécurité pour avoir triomphé contre le terrorisme islamiste.

De nos envoyés spéciaux, Tarek Hafid et Samir Sid

Ambiance des grands jours, hier après-midi, à la salle omnisports de Rouiba pour le dernier jour de campagne électorale de Ali Benflis. Une salle archicomble pour l'ultime meeting du candidat indépendant.

Après avoir appelé les cadres et les agents de l'administration à ne pas succomber aux pressions pour participer à la fraude jeudi prochain, Benflis est revenu sur la question de la neutralité de l'armée.

Se basant sur les déclarations du chef d'état-major de l'armée et vice-ministre de la Défense, le

général de corps d'armée Ahmed Gaïd-Salah, il a déclaré être totalement confiant en l'impartialité de l'institution. «Certains tentent d'impliquer l'Armée nationale populaire pour masquer leur faillite. Je dis que nul n'a le droit de parler au nom de l'ANP. L'institution possède un commandement, et lui seul dispose des prérogatives pour s'exprimer. C'est justement ce qui s'est produit lorsque le chef d'état-major de l'armée a déclaré publiquement l'impartialité de l'armée lors de la prochaine échéance électorale», a-t-il souligné. Des propos adressés au clan Bouteflika.

«La stabilité de l'Algérie ne peut être assurée avec un systè-

me corrompu qui a démontré son échec. Pour ma part, sachez que je serai le plus grand défenseur de la stabilité». Benflis a de nouveau mis en garde le clan du Président sortant contre toute tentative de fraude.

«S'ils fraudent, je ne me tairai pas. Celui qui fraude devra prendre ses responsabilités», insistera-t-il.

L'avant-dernier meeting de cette campagne électorale, Ali Benflis a tenu à le consacrer à Guelma, région natale du Président Houari Boumediène. La salle de la Maison de la Culture Abdelmadjid-Chafaï a fait le plein dès les premières heures de la matinée.

Des centaines de personnes venues écouter le discours du candidat indépendant. L'assistance observe le silence dès sa prise de parole. Il débute par un hommage à Mohamed Boukharrouba. «Le Président Boumediène était un chef d'Etat modeste. Ils ont voulu tuer

Boumediène une seconde fois mais n'ont pas réussi. Ils n'ont pas réussi à le faire oublier car il a écrit des pages entières de l'histoire de l'Algérie contemporaine», dira-t-il. L'évocation de Houari Boumediène, «principal fondateur de l'Armée populaire nationale», facilite la transition vers le sujet du jour: le rôle joué par l'institution militaire et ses missions futures. «L'Armée nationale populaire est le bouclier protecteur de la Nation. Elle est le bras armé du peuple algérien tout entier.

Elle fera toujours notre fierté tout comme elle sera toujours l'objet de notre attention pour que rien n'affecte les capacités de défense de territoire et de protection de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays. Je ne peux manquer cette occasion de rendre hommage à notre vaillante Armée nationale populaire et à tous les corps de sécurité pour le grand professionnalisme, le haut degré de préparation

et le sens du sacrifice dont ils ont fait l'éclatante démonstration dans la lutte contre le terrorisme destructeur et plus récemment encore à Tiguentourine où leur riposte à une nouvelle agression terroriste a forcé l'admiration de toute la nation», dira-t-il.

Benflis a tenu à casser le mythe imposé ces 15 dernières années selon lequel Abdelaziz Bouteflika a sauvé l'Algérie de l'emprise du terrorisme islamiste.

Une mise au point devenue nécessaire. «N'oublions jamais que c'est à l'Armée nationale populaire, à nos forces de sécurité, aux Patriotes et au peuple algérien, et à eux seuls, que revient le mérite de la victoire sur le terrorisme. Nul ne peut réclamer indûment le partage de ce mérite avec eux.»

Avec Guelma et Alger, Ali Benflis a achevé son long périple à travers les 18 wilayas du pays. Les trois prochains jours seront déterminants.

T. H.